

Brochure n° 3297

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 2060. – CAFÉTÉRIAS ET ASSIMILÉS**  
**(Chaînes)**

**AVENANT N° 12 DU 16 SEPTEMBRE 2011**  
**RELATIF AUX JOURS FÉRIÉS**

NOR : ASET1151379M  
IDCC : 2060

**PRÉAMBULE**

Par accord de branche du 24 juillet 2009 à la convention collective nationale des chaînes de cafétérias et assimilés du 28 août 1998 relatif au contrat d'avenir pour le secteur de la restauration du 28 avril 2009, les parties signataires au présent accord avaient convenu d'aborder le thème des jours fériés à compter du calendrier social de branche de fin 2010.

Au terme des commissions mixtes paritaires qui se sont tenues entre le 24 septembre 2010 et le 17 juin 2011, le syndicat national de la restauration publique organisée (SNRPO) et les organisations syndicales sont convenues de conclure le présent avenant.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Jours fériés*

Le présent avenant n° 12 remplace et modifie l'article 31 relatif aux jours fériés du titre VII de la convention collective nationale des chaînes de cafétérias et assimilés du 28 août 1998 étendue par arrêté du 20 décembre 1999 dans les conditions suivantes :

« Article 31

*Jours fériés*

Pour le personnel présent depuis plus de 1 an dans l'entreprise, le nombre de jours fériés travaillés qui seront payés double ou compensés, au choix de l'employeur, est fixé à :

- 7 jours par an, plus le 1<sup>er</sup> Mai à compter de 2012 ;
- 9 jours par an, plus le 1<sup>er</sup> Mai à compter de 2013 ;
- 10 jours par an, plus le 1<sup>er</sup> Mai à compter de 2014.

En cas de jour férié non travaillé par le salarié, aucune compensation n'est due.

En cas de jour férié chômé dans l'entreprise ou l'établissement, le salaire est maintenu.

Dans chaque entreprise, la liste de ces jours fériés est arrêtée par l'employeur dans le dernier trimestre de l'année précédente. »

## Article 2

### *Durée. – Date d'effet*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Le présent avenant entrera en vigueur le premier jour du mois suivant la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

## Article 3

### *Publicité. – Dépôt. – Extension Modalités de révision et de dénonciation*

Le présent avenant sera déposé à l'initiative du SNRPO, conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail, auprès du ministère du travail, de l'emploi et de la santé, et au secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

Il fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministère du travail, de l'emploi et de la santé.

Le présent avenant faisant partie intégrante de la convention collective des chaînes de cafétérias et assimilés du 28 août 1998, les règles de révision ou de dénonciation qui lui sont applicables sont celles des articles 3 et 4 de ladite convention collective.

Fait à Paris, le 16 septembre 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

SNRPO.

#### **Syndicats de salariés :**

CFE-CGC ;

FS CFDT ;

CSFV CFTC ;

CGT commerce ;

FGTA FO.